



La fin de l'exception mexicaine : les élections du 6 juillet 1997

Georges Couffignal

► To cite this version:

Georges Couffignal. La fin de l'exception mexicaine : les élections du 6 juillet 1997. Problèmes d'Amérique Latine, 1997, n°27, pp.27-45. halshs-00364104

HAL Id: halshs-00364104

<https://shs.hal.science/halshs-00364104>

Submitted on 23 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA FIN DE L'EXCEPTION MEXICAINE : LES ELECTIONS DU 6 JUILLET 1997

*Georges Couffignal **

Le 6 juillet 1997, Cuauhtémoc Cárdenas, candidat malheureux aux élections présidentielles de 1988 et 1994, est élu à une écrasante majorité “ chef du gouvernement ” du District fédéral de Mexico, c'est-à-dire maire de la plus grande ville du monde. Ces élections voient par ailleurs le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929 sous diverses appellations, perdre la majorité absolue à la Chambre fédérale des députés, tandis qu'il devient minoritaire dans plusieurs États de la fédération. Pour la première fois dans l'histoire du système politique né au lendemain de la révolution, le pluralisme politique devient donc une réalité au Mexique.

Le président de la République, traditionnellement tout-puissant en vertu des immenses pouvoirs constitutionnels dont il dispose et du contrôle absolu des chambres qu'il exerce jusqu'alors à travers le “ parti-État ” dont il est le chef de file durant son mandat, est contraint d'apprendre à décider de manière moins autoritaire et solitaire. Il lui faut désormais composer avec une pluralité d'acteurs et négocier ses projets avec une Chambre des députés dominée par les partis d'opposition. De même, la bureaucratie centrale, accoutumée à disposer à la périphérie des relais efficaces en la personne des élus locaux, va devoir s'accoutumer à travailler avec un grand nombre d'interlocuteurs appartenant à l'opposition. Outre le District fédéral, désormais gouverné par le Parti de la révolution démocratique (PRD), formation située à la gauche du PRI, les maires de toutes les grandes villes et les gouverneurs de six États (Basse-Californie, Chihuahua, Guanajuato, Jalisco, Nuevo Leon, Queretaro) appartiennent au Parti d'action nationale (PAN), parti de droite. Enfin, le PRI, traditionnellement relais efficace de l'appareil d'État et du président dans la société civile, est considérablement affaibli et sort profondément traumatisé de ce qu'il considère comme un grave échec électoral. Des divisions commencent à apparaître au grand jour. Les “ technocrates ” de l'équipe présidentielle sont remis en cause. Cadres et militants redoutent de perdre les élections présidentielles de l'an 2000, perspective qui, en revanche, ne semble pas effrayer leur chef naturel, le président de la République, Ernesto Zedillo.

Avant d'examiner dans le détail les résultats de ces élections et les mutations qu'elles induisent dans le fonctionnement du système politique, il est nécessaire d'essayer de comprendre comment un tel changement a été possible, qu'il s'agisse du comportement des électeurs ou du cadre juridique du processus électoral. Pour ce faire, il est bon de rappeler les caractéristiques propres de la transition mexicaine, qui a consisté en une lente et progressive ouverture d'un système politique à bien des égards étonnant. Quelques hypothèses sur les scénarios possibles à l'horizon 2000 seront ensuite formulées.

L'aboutissement d'un long processus de transition

Le Mexique constitue un cas singulier de transition. Havre de liberté dans les années 1970, lorsque l'immense majorité des pays d'Amérique latine connaissent des régimes de type dictatorial, il est qualifié de “ dictature parfaite ” par l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa à la fin des années 1980, après que les mêmes pays ont vu chuter les dictatures et ont mis en place des régimes garantissant la désignation des dirigeants lors d'élections réellement libres et compétitives. Malgré ses crises à répétition et les transformations que connaît la société mexicaine, le PRI semble alors indélogeable. Loin des schémas traditionnels qui postulaient que

la libéralisation politique était une conséquence de la libéralisation économique [La dernière version de cette thèse classique du libéralisme est celle de Samuel Huntington, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Norman, OK, 1991.] ou, plus récemment, qui faisaient de la transition un processus linéaire relativement bref, avec une succession d'étapes préétablies [Cf. l'ouvrage désormais classique dirigé par Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter, Laurence Whitehead, *Transitions from Authoritarian Rule*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1988, 4 vol. ; cf. aussi une présentation critique et synthétique de l'ensemble de la littérature sur les transitions : Javier Santiso, “ La démocratie incertaine. La théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine ”, *Revue française de science politique*, 6 (43), déc. 1993, pp. 970-993.], la transition mexicaine n'en finissait pas de commencer. Elle aura nécessité un bon quart de siècle pour se réaliser, selon un modèle *sui generis* conjuguant une ouverture politique souvent imposée “ par le bas ”, avec des acteurs sociaux demandant un espace politique plus ouvert en contrepartie des mutations de l'économie imposées “ par le haut ”, par une élite bureaucratique-politique bousculant les acteurs économiques et les organisations corporatistes traditionnelles.

Les événements de 1968 sont la première manifestation d'obsolescence du système politique mis en place au lendemain de la révolution. Le massacre des étudiants, le 2 octobre, sur la place de Tlatelolco, traumatise la classe politique et marque les premiers signes de rupture entre le régime et les classes moyennes qu'il a engendrées. Le président élu en 1970, Luis Echeverría, qui est ministre de l'Intérieur en 1968, n'a ensuite cessé de donner des gages à ces classes moyennes et aux classes populaires, utilisant toutes les ressources politiques du populisme. Il commence par ailleurs à libéraliser le système électoral, en particulier pour ce qui concerne les conditions à remplir par les partis pour pouvoir participer aux élections. Son successeur, José López Portillo, président de 1976 à 1982, poursuit la même politique de gages donnés aux classes populaires et aux classes moyennes et introduit pour la première fois une dose de proportionnelle dans les élections. Le nombre des députés fédéraux passe de 300 à 400, 300 députés demeurant élus au scrutin majoritaire à un tour et les 100 nouveaux sièges étant pourvus au scrutin proportionnel.

Miguel de la Madrid (1982-1988) prend ses fonctions au moment où le Mexique – hier chanté comme exemplaire dans le dialogue économique “ nord-sud ” entre pays développés et pays en développement – vient de décréter unilatéralement un moratoire du paiement des intérêts de sa dette. Le pays plonge dans la récession et entraîne avec lui l'ensemble des économies d'Amérique latine (c'est le début de la *década perdida*). Le gouvernement mexicain commence à abandonner le modèle économique de “ substitution d'importations ” pour un modèle de développement centré sur les marchés extérieurs. Il privatise quelques entreprises publiques, réduit l'intervention de l'État dans l'économie, adhère à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en 1986, met en place des plans d'austérité draconiens. Le coût social est terrible.

N'ayant plus les moyens d'entretenir les politiques publiques paternalistes et clientélistes d'antan, mais soucieux de conserver les soutiens nécessaires à la réussite de la mutation économique projetée, les technocrates qui occupent désormais une place hégémonique dans la sphère du pouvoir se sentent obligés d'offrir des ressources purement politiques en compensation des ressources économiques qu'ils ne sont plus en mesure d'octroyer. La proportionnelle est introduite dans les élections municipales, le PAN gagne les élections dans plusieurs villes en 1985 (Naucalpan, Zamora, Monterrey, Hermosillo, Chihuahua, Ciudad Juárez, Durango, León), un nouveau Code électoral est adopté en 1986 [Sur les diverses étapes de ce long processus d'ouverture politique, cf. Georges Couffignal, “ Le Parti révolutionnaire institutionnel : crépuscule d'une hégémonie ? ”, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 88, 1988 ; “ Mexique : le

cheminement convulsif vers le pluralisme politique ”, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 15, 1994 ; “ La lente et inéluctable démocratisation du système politique mexicain ”, *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1996.]. La stratégie suivie consiste à imposer le changement de modèle économique grâce à une ouverture contrôlée du modèle politique. Pour ce faire, les autorités s'appuient sur les multiples relais du PRI, en particulier la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), avec laquelle le pouvoir passe divers “ pactes ” de modération des revendications salariales.

Si le pouvoir commence donc à concéder quelques victoires à l'opposition, il n'est en revanche pas question de changer le fonctionnement interne du PRI, encore moins la relation de dépendance totale du parti vis-à-vis du président de la République. Cela se manifeste dans le refus opposé aux propositions de réforme du parti. Le “ courant démocratique ” né au sein du PRI à l'automne 1986 demande sans succès que le futur candidat à l'élection présidentielle soit désigné dans le cadre d'une procédure interne au parti au lieu de l'être par le traditionnel *dedazo* (désignation par le président sortant). Les deux fondateurs de ce courant, Cuauhtémoc Cárdenas et Porfirio Muñoz Ledo, font alors sécession et C. Cárdenas se présente à l'élection présidentielle de 1988, soutenu par diverses petites formations de gauche.

Le candidat du PRI, Carlos Salinas de Gortari, est élu dans des conditions controversées, après une étrange et longue “ panne ” de l'ordinateur central du ministère de l'Intérieur, intervenue après que les premiers décomptes de voix ont placé C. Cárdenas en tête. Les premières élections réellement compétitives de l'histoire du Mexique, avec deux “ bons ” candidats d'opposition (Manuel Clouthier représentait le PAN), se soldent donc par une “ victoire ” du PRI dont le caractère frauduleux est dénoncé avec virulence par l'opposition et suscite d'importantes interrogations au sein d'une grande partie des media, en particulier étrangers.

Ce président mal élu, dont la fin de mandat connaîtra une situation politique extrêmement confuse et qui sera considéré comme responsable du désastre économique de décembre 1994 et janvier 1995, bénéficie pourtant pendant cinq années d'une popularité exceptionnelle [Cf. le portrait qu'en dresse Enrique Krauze, “ Carlos Salinas de Gortari. El hombre que sería rey ”, dans son ouvrage *La presidencia imperial, ascenso y caída del sistema político mexicano (1940-1996)*, Mexico, Tusquets ed. 1997, pp. 415-444.]. Il réussit à acquérir une légitimité populaire qui compense sa faible légitimité électorale, en vainquant l'inflation et en mettant en place des politiques sociales inventives [Cf. Daniel Pécaut et Marie-France Prévôt Schapira, “ La recherche d'une nouvelle légitimation : le Programme national de solidarité ”, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 5, 1992, Victor M. Soria, “ Nouvelles politiques d'ajustement et re-légitimation de l'État au Mexique. Le rôle du Pronasol et de la privatisation des entreprises publiques, *Revue Tiers Monde*, XXXIV (135), juillet-septembre 1993, 603-623.]. Associant en permanence modernisation de l'économie et modernisation du système politique, il effectue de nombreuses réformes électorales. Toutes visent à garantir des élections plus ouvertes et plus limpides [On en trouve une bonne présentation in Leonaldo Valdés Zurita et Manuel Larrosa Haro, “ Las reformas electorales, 1989-1993 ”, in Jorge Alcocer V. (coord.), *Elecciones, diálogo y reforma México, 1994*, t. II, Nuevo Horizonte Editores, Mexico, 1995, pp. 13-32.], en particulier avec la création, en 1990, d'un Institut fédéral électoral (IFE) qui est amené, en 1997, à jouer un rôle de premier plan. Les réformes politiques se font grâce à l'appui des partis d'opposition, et les réformes économiques (que le PAN approuve) surtout grâce à celui d'un PRI inchangé dans ses structures et ses modes de fonctionnement. C. Salinas a besoin du PRI et ne cherche nullement à s'en débarrasser. Il s'agit au contraire de pérenniser le régime et de sauvegarder les intérêts de la nouvelle classe technocratique ayant grandi sous la houlette du

parti-État. Pour ce faire, il faut remettre l'économie sur de bons rails et contraindre la classe politique traditionnelle, celle que l'on nomme la “ famille révolutionnaire ”, à accepter de nouvelles règles du jeu.

D'une manière générale, l'abandon de certains des mythes, comme la non-reconnaissance des Églises, le statut coopératif de la terre, les choix opérés en matière de modèle de développement, la connexion entre l'économie mexicaine et celle des États-Unis, provoquent des débats passionnés dans une presse de plus en plus libre (mais dont la diffusion est très limitée) et dans l'ensemble des innombrables organisations qui structurent la société civile mexicaine.

Le contexte politique à la fin du mandat de C. Salinas de Gortari

Le bilan de la présidence Salinas est assez impressionnant. La négociation et l'adhésion du Mexique à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) mettent sous le boisseau l'anti-américanisme rituellement invoqué depuis la naissance du régime dès qu'il s'agit de rapprocher la population du pouvoir. L'abandon du système de propriété collective des terres cultivables (*ejido*) détruit l'un des mythes les plus forts du système politique mexicain, l'alliance entre le pouvoir et les masses paysannes. La normalisation des relations avec l'Église catholique réintroduit cette dernière dans le jeu politique. La privatisation des banques (nationalisées en 1982 par J. López Portillo qui les rendait responsables de la crise de la dette), des compagnies d'aviation, de la sidérurgie, des routes... de la quasi-totalité de l'immense secteur public mexicain (à l'exception notable du mythique secteur pétrolier, nationalisé en 1938 par le président Lázaro Cárdenas, père de C. Cárdenas) change le rôle de l'État dans l'économie. Les initiatives diplomatiques multiples menées en direction des pays d'Amérique latine et de l'Europe (“ Groupe de Rio ”, sommets ibéro-américains, etc.) visent à éviter un enfermement du Mexique dans un face-à-face avec les États-Unis. La modification en profondeur des lois électorales, demandée par l'opposition et les États-Unis, ouvre la voie au pluralisme. La liste est longue des réalisations de C. Salinas. Il faut y ajouter une fin de mandat particulièrement catastrophique...

L'année 1994 est en effet marquée par une succession d'événements qui ternissent l'image du président sortant. Le 1^{er} janvier, jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA, surgit une étrange guérilla dans le Chiapas qui, par la voix de son tout aussi étrange “ sous-commandant ” Marcos, réclame avant tout la démocratisation du système politique mexicain. L'écho immense rencontré par ce mouvement débouche sur un accord entre les quatre partis représentés à la chambre (PRI, PAN, PRD, Parti du travail (PT)) sur les modalités d'organisation des futures élections de juillet 1994. L'assassinat, le 23 mars, de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI à la présidentielle, l'assassinat, le 28 septembre, de José Francisco Ruiz Massieu, secrétaire général de ce parti, la tempête monétaire en décembre, quelques jours après la prise de fonctions du nouveau président, déstabilisent d'une manière considérable le parti au pouvoir. La disgrâce du président sortant, relativement classique dans le système politique mexicain, s'accroît en 1995 avec l'arrestation de son frère, accusé d'être très compromis avec le narcotrafic et d'être impliqué dans l'assassinat de F. Ruiz Massieu.

Ces péripéties souvent dramatiques ont sans nul doute accéléré la “ transition ” mexicaine. Ernesto Zedillo est désigné lors d'une élection qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, n'est pas contestée (même si, ici ou là, demeurent des cas de fraude) et se déroule en présence d'observateurs étrangers. Le PRI arrive largement en tête mais perd globalement près de 2,5 millions de voix. Nombre d'acteurs sociaux échappent désormais à son contrôle.

De nouveaux acteurs sociaux

Tous les “secteurs” de l'ancien système corporatiste sont affectés par l'émergence de nouveaux acteurs et l'affaiblissement des acteurs traditionnels. Les entrepreneurs, en premier lieu, accoutumés à bénéficier d'un marché protégé, doivent apprendre la compétition sur des marchés en économie ouverte, dans un contexte de développement rapide des industries de sous-traitance (*maquiladora*) aux mains de capitaux étrangers. Si, en 1994, les patrons des grandes entreprises continuent de parier sur une continuité du PRI, la plupart des petits et moyens entrepreneurs prennent en revanche leurs distances par rapport à un pouvoir qui n'assure plus leur protection [Cf. Carlos Alba Vega, “ Los impresarios y el Estado durante el salinismo ”, *Foro internacional* XXXVI (143-144), janv.-juin 1996, pp. 31-79. Ce numéro double de *Foro internacional* est entièrement consacré à l'analyse des mutations de la période Salinas dans la plupart des domaines. Sur les entrepreneurs, cf. aussi l'étude sur le Chihuahua de Carlos Alba Vega et Hélène Rivière d'Arc, “ Entrepreneurs locaux mexicains dans une zone de maquiladoras ”, *Cahiers des Amériques latines*, 21, pp. 157-170.].

En milieu rural, l'abandon du système de l'*ejido* est durement ressenti par les masses de paysans sans terres ou ne disposant que de trop petites surfaces pour nourrir leur famille. Traditionnellement, ceux-ci votaient en faveur du PRI dans l'attente de distributions de terres que tous les présidents avaient, à des degrés divers, réalisées depuis la naissance du régime [Plus de 100 millions d'hectares à 2,6 millions d'*ejidatarios*. Cf. Hubert Carton de Grammont, “ L'agriculture mexicaine face au traité de libre-échange ”, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 3, oct-déc. 1991, p. 75 sq. ; Arturo Alvarado, “ Entre la reforma y la rebelión : el campo durante el salinismo ”, *Foro internacional* XXXVI (143-144), janv.-juin 1996, 133-157.]. Ils n'y sont plus contraints, et les syndicats qui les encadraient ont vu leur influence décroître.

Mais il n'est pas pour autant question de laisser les très nombreuses organisations corporatistes liées au régime prendre du champ. Certaines ont manifesté leur désaccord avec les orientations économiques de l'équipe de M. de la Madrid (par exemple en faisant voter en faveur de C. Cárdenas par leurs militants). Elles ont vite appris qu'il n'était pas question de remettre en cause leur traditionnelle soumission au pouvoir présidentiel [Le responsable du Syndicat des travailleurs du pétrole, qui avait appelé en sous-main à voter en faveur de C. Cárdenas à la présidentielle, est arrêté de manière rocambolesque peu après la prise de fonction de C. Salinas. De même, celui du très puissant Syndicat de l'enseignement dut démissionner sur injonction présidentielle.]. Elles continuent donc à constituer un relais efficace de la politique gouvernementale, en particulier en matière de contrôle des mouvements sociaux. Mais leur pouvoir réel, fondé en grande partie sur leur capacité à distribuer des emplois en contrepartie de la loyauté politique, n'a cessé de s'étioler avec l'accélération des programmes de privatisation.

La situation est donc, à bien des égards, paradoxale. La modernisation de l'économie, conçue comme le moyen, pour les nouvelles élites, de conserver le pouvoir, s'est faite avec l'appui des forces les plus rétives à une modernisation qui avait pour effet de les affaiblir considérablement. A terme, il était inévitable que soit remis en cause le pouvoir du PRI, d'autant que, à côté des organisations contrôlées par le parti officiel, de nouveaux acteurs sociaux sont apparus.

C'est particulièrement le cas des associations s'occupant du “cadre de vie”, créées en grand nombre au lendemain du terrible séisme qui a ravagé la ville de Mexico en septembre 1985. Leur but est de ne pas laisser à la seule bureaucratie étatique le soin de gérer les problèmes de reconstruction des immeubles effondrés. Ces associations se multiplient très vite, dans tous les domaines de la vie quotidienne, en dehors de tout contrôle partisan. Les organisations urbaines du PRI ne saisissent pas l'ampleur de la désaffection dont elles sont l'objet, à Mexico comme dans toutes les grandes villes. Lors de l'élection présidentielle de 1988, Mexico accorde ainsi la

majorité de ses suffrages à C. Cárdenas, tandis que le PAN fait une percée importante dans plusieurs capitales d'État. Le président se devait de réagir. Le “régent” (maire), Manuel Camacho Solís, qu'il désigne pour reconquérir la capitale, mène à bien sa mission puisque, aux élections législatives de 1991, la ville de Mexico redonne la majorité au PRI. Mais ce résultat s'explique en grande partie par le fait que le régent a pris comme interlocuteur privilégié les associations les plus dynamiques, indépendantes du parti officiel (cf. *supra*). Ignorant délibérément les organisations traditionnelles, le pouvoir a, de ce fait, lui aussi favorisé la libération du vote, le rendant plus volatil sinon plus rationnel.

A la différence de celle de son prédécesseur, l'élection de E. Zedillo, avec 50,18 % des voix, ne provoque pas de contestation importante. Le ministre de l'Intérieur nommé au lendemain du soulèvement zapatiste, Jorge Carpizo [Juriste respecté, J. Carpizo a été recteur de l'Université autonome de Mexico d'avant de créer, à la demande de C. Salinas, une institution chargée de protéger les individus contre les atteintes aux droits de l'homme. Cf. une présentation très complète du système en place pour les élections de 1994 in Jorge Carpizo, “La reforma federal electoral de 1994”, in Jorge Alcocer V. (coord.), *Elecciones, diálogo y reforma México, 1994*, t. I, Nuevo Horizonte Editores, Mexico, 1995, pp. 13-92.], a eu à cœur d'organiser des élections “propres”, en présence d'observateurs internationaux et, pour la première fois, la possibilité de contester les résultats devant un Tribunal fédéral électoral.

Il peut, dès lors, sembler étrange que le nouveau président élu, dont la légitimité électorale est incontestable, apparaisse d'emblée comme très faible politiquement. Là encore, on est en présence de l'une des subtilités du système politique mexicain : le pouvoir réel ne procède pas des élections. Celles-ci donnent une légitimité populaire au président. Mais le pouvoir lui est conféré par des mécanismes obscurs où le parti, les groupes qui le composent, les organisations corporatistes, la “famille révolutionnaire” jouent un rôle considérable à côté du poids propre du président sortant. Cette alchimie n'a pu fonctionner pour la désignation de E. Zedillo.

Après l'assassinat de L. D. Colosio, quatre mois avant l'élection présidentielle, les possibilités de choix dont disposait C. Salinas pour désigner son remplaçant étaient en effet extrêmement restreintes. Selon une loi non écrite du système, le candidat à la succession du président doit être désigné parmi les membres du cabinet sortant (le “régent” de la ville de Mexico étant considéré comme faisant partie de ce cabinet). Par ailleurs, la Constitution impose que les candidats à la présidence soient libres de toute charge publique six mois avant le scrutin. Trois ou quatre personnes seulement remplissaient ces conditions, dont Manuel Camacho Solís, auréolé de ses succès politiques dans la ville de Mexico et de son rôle dans l'apaisement du conflit du Chiapas [Il a été nommé par C. Salinas médiateur dans le conflit zapatiste et a réussi à signer un accord avec les rebelles, accordant satisfaction à un certain nombre de leurs revendications en contrepartie de la garantie d'un déroulement électoral serein.]. A l'étonnement général, c'est E. Zedillo qui est désigné. Très jeune (il a 42 ans), il n'est pas du sérail priiste. Avant de devenir secrétaire d'État aux Finances (1988-1992) puis à l'Éducation (1992-1993), il n'a exercé aucune fonction partisane et n'a eu aucun mandat électif. Il devait faire ses armes lors de la campagne de L. D. Colosio, qui l'avait choisi comme directeur de campagne. Au moment de sa désignation, son expérience politique est donc très faible, et il ne s'est pas préparé pour cette charge. De plus, il ne dispose d'aucun relais à l'intérieur du parti et ne s'en préoccupe pas outre mesure. Lors de son discours de prise de fonctions, le 1^{er} décembre 1994, il affirme avec force sa volonté d'œuvrer à la démocratisation du système politique. Peu après, il souligne la nécessité d'une “saine distance” entre le parti au pouvoir et le gouvernement, ce qui – si le propos est suivi d'effets –

annonce un véritable bouleversement du fonctionnement du système politique.

Le système électoral en vigueur lors des élections du 6 juillet 1997

Moins d'un mois après être entré en fonctions, le nouveau président est confronté à une tempête monétaire et à une crise économique bien plus graves que celles de 1982. En quelques semaines, plus de 28 milliards de dollars quittent le pays. Le gouvernement doit alors mettre en œuvre un impressionnant plan d'austérité en contrepartie du plan de sauvetage (48 milliards de dollars) mis en place par le Fonds monétaire international (FMI). Comme ses deux prédécesseurs, E. Zedillo offre (ou est contraint d'offrir) des contreparties politiques aux sacrifices ou mutations qu'il impose à l'économie.

Le 17 janvier 1995, tous les partis représentés au Parlement signent avec le gouvernement un accord qualifié d'« historique » pour garantir de manière définitive « la légalité, l'équité et la transparence » des processus électoraux. La pression exercée tant par la rébellion zapatiste (et son extraordinaire écho médiatique) [Sur cette question, cf. Henri Favre « Mexique : le révélateur chiapanèque », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 25, avril-juin 1997 ; Sous-commandant Marcos, Yvon Le Bot, *Le rêve zapatiste*, Paris, Seuil, 1997.] que par des mouvements sociaux qui interpellent le pouvoir [Comme, par exemple, *El Barzon*, qui regroupe plus de 70 000 petits propriétaires qui, en raison de la dévaluation du peso, de la récession économique, du blocage des salaires, ne peuvent plus faire face aux échéances de leurs dettes et exigent l'annulation de tout ou partie de celles-ci.] sont par ailleurs habilement utilisés par les partis d'opposition, le PRD et le PAN, pour forcer le rythme des réformes. Divers textes sont adoptés, qui complètent, précisent, modifient l'arsenal législatif et réglementaire mis en place à partir de 1990. Le nouveau Code fédéral des institutions et procédures électorales (Cofipe) dessine, fin 1996, un système électoral présentant des garanties de transparence qui paraissent être uniques au monde. Le degré de méfiance (au Mexique et à l'étranger) vis-à-vis des pratiques (parfois très sophistiquées) de fraude pratiquées par l'État-PRI était tel que l'on est allé très loin dans l'invention de procédures susceptibles de mettre un terme à ces pratiques. Quelles en sont les principales caractéristiques ?

Le nouveau système électoral est assez complexe. Il vise à permettre à une majorité de se dégager à la Chambre (en évitant l'émiettement des suffrages), à empêcher cette majorité d'être hégémonique, et à garantir à l'opposition un nombre de sièges respectable à la Chambre comme au Sénat.

La Chambre des députés comporte 500 membres élus pour trois ans, 300 au scrutin uninominal majoritaire à un tour (députés de majorité) et 200 au scrutin proportionnel (députés de représentation proportionnelle). Le découpage des circonscriptions électorales (districts) des députés élus au scrutin majoritaire a été adopté par loi (et non par décret) en 1990. Aucun État ne peut avoir moins de deux districts. Le tableau 1 montre que le législateur a essayé de suivre au plus près l'importance de la population de chaque État.

Pour les 200 députés élus au scrutin proportionnel, seuls les partis présentant des candidats dans au moins 200 districts de majorité relative sont admis à présenter des listes, ceci pour éviter les listes purement régionales (comme c'est le cas par exemple en Espagne pour les partis catalans et basques). Diverses autres dispositions visent à prévenir l'émiettement du spectre électoral et

favorisent les partis ayant une assise nationale. En juillet 1997, ils étaient huit, un chiffre relativement modique, à avoir rempli toutes les conditions requises pour pouvoir présenter des candidats : PAN, PRI, PRD, Parti cardeniste (PC), PT, Parti vert écologiste du Mexique (PVEM), Parti populaire socialiste (PPS), Parti mexicain démocratique (PDM).

Enfin, quels que soient ses résultats en pourcentage de voix, aucun parti ne peut disposer de plus de 60 % (soit 300) des sièges de la Chambre, ni ne peut avoir un nombre de sièges supérieur de 8 % à ses résultats en termes de suffrages. Ces dispositions techniques sont particulièrement importantes, puisque la Constitution exige une majorité des deux tiers des sièges de la Chambre des députés (soit 333 sièges) pour toute réforme constitutionnelle. Quel que soit le pourcentage obtenu par un parti, il est désormais impossible que celui-ci puisse à lui seul faire adopter une réforme de la Constitution. Il lui faudra nécessairement composer avec d'autres partis.

La procédure d'élection des sénateurs a été profondément modifiée en 1993 et 1996, là encore pour garantir une présence réelle de l'opposition, indépendamment de son score. Les 31 États et le District fédéral élisent chacun 4 sénateurs, soit 128 représentants. Chaque État élit 3 sénateurs (96) au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Les deux premiers sièges dans chaque État sont attribués selon le principe de majorité relative, le troisième est attribué au parti arrivé en seconde position (siège dit de "première minorité"). Les 32 sièges restants sont répartis à la proportionnelle, sur des listes bloquées présentées au niveau national. Enfin, la loi établit que, à partir des élections de l'an 2000, le Sénat sera renouvelé dans sa totalité tous les six ans. Les sénateurs élus en juillet 1997 (32 à la proportionnelle) ont donc un mandat limité à trois années.

En l'an 2000 seront donc élus en même temps les membres du Sénat et le président de la République pour six ans et les membres de la Chambre des députés pour trois ans. Si l'on observe le cas des pays où existent de telles élections conjointes, par exemple les États-Unis, on peut affirmer que rien ne garantit une homogénéité politique entre les chambres et le président. En fonction de considérations locales, ou pour contrebalancer le pouvoir présidentiel, les électeurs peuvent mettre le même jour des bulletins différents dans l'urne. L'hypothèse d'une coexistence entre un président issu d'un parti et une Chambre des députés, voire un Sénat, dominés par d'autres partis n'est donc pas à exclure.

Le rôle capital de l'Institut fédéral électoral

L'Institut fédéral électoral (IFE) est devenu, à l'occasion des élections de juillet, un organisme absolument incontournable. Il a acquis un poids juridique, un savoir-faire organisationnel et une respectabilité qui garantissent le caractère irréversible des mutations présentées précédemment. L'IFE est désormais constitutionnellement chargé d'organiser les élections fédérales. C'est un établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, ayant des antennes dans chacun des 31 États de la fédération et dans chacun des 300 districts électoraux. A sa tête, un Conseil de 22 membres émane directement du pouvoir législatif. Neuf conseillers sont désignés pour sept ans par les deux tiers des députés, les treize autres sont désignés par les groupes parlementaires et par les partis. Seuls les premiers ont voix délibérative au sein du Conseil, en particulier pour la désignation du secrétaire exécutif de l'IFE, qui doit se faire aussi à la majorité des deux tiers. Cette disposition oblige ceux-ci à se mettre d'accord sur une personnalité qualifiée moins en raison de son affiliation partisane que pour sa rigueur et ses compétences. C'est ainsi qu'a été nommé à la tête de l'IFE, le 31 décembre 1996, un universitaire unanimement respecté, José Woldenberg, dont le rôle fut déterminant dans le bon déroulement des élections de 1997.

Les compétences de l'IFE sont considérables. Il est chargé de veiller au respect des principes de transparence, d'objectivité, d'impartialité, d'indépendance et de légalité des élections. Il doit

garantir l'égalité des partis et des candidats (accès aux media, régulation des sondages, financement des partis, dépenses de campagne, etc.). Il a procédé à une révision complète des listes électorales, les électeurs inscrits passant de 45,7 millions en 1994 à 52,2 millions en 1997. Tous ont reçu une carte infalsifiable avec leur photo. Cette carte, obligatoire, constitue aujourd'hui le premier moyen d'identification des Mexicains (la carte d'identité n'est pas obligatoire).

L'IFE a mis aussi sur pied des programmes de formation civique à destination des électeurs et des scrutateurs, élaboré et imprimé les documents électoraux (dont, bien sûr, les bulletins de vote), organisé la journée électorale, mis en place des observateurs, opéré le décompte et la proclamation des résultats... Les litiges sont portés devant le Tribunal fédéral électoral (TFE), dont les membres sont nommés pour sept ans par le Sénat, sur proposition de la Cour suprême [Cf. une bonne description de la structure et des compétences du Tribunal fédéral électoral in Augusto Bolivar E. et Pilar Berrios N., " El Tribunal electoral del poder judicial ", *El Cotidiano*, n° 85, sept.-oct. 1997. Par ailleurs, cf. dans ce même numéro de *El Cotidiano* entièrement consacré aux élections de juillet 1997 un grand nombre de données et d'analyses souvent fort intéressantes.]. Pour les élections de juillet, l'IFE met en place 104 000 bureaux de vote, forme 420 000 scrutateurs tirés au sort parmi les 5 millions de personnes nées en juillet. L'envoi des bulletins et documents pour les bureaux de vote se fait sous protection militaire. Tous les partis reçoivent les listes électorales avec la photo des électeurs. Enfin, l'IFE organise une importante campagne dans les media et élabore quantité d'instruments de type pédagogique pour valoriser l'acte de voter, diffusant force jeux, livres ou brochures à destination de la jeunesse.

Pour remplir ses missions, l'IFE emploie 8 000 salariés et a, pour le scrutin de juillet, embauché 60 000 personnes supplémentaires pour une durée déterminée. Toute cette logistique est lourde et onéreuse (les seules dépenses d'organisation des élections se sont élevées à 13 millions de dollars). Mais elle a permis, pour la première fois, de rendre crédibles les élections et d'en faire un acte essentiel de la vie publique mexicaine.

Ainsi, la totalité des aspects juridique, organisationnel ou financier du processus électoral échappe désormais au contrôle du pouvoir exécutif. Ce dispositif assez exceptionnel constitue un changement radical dans le mode de fonctionnement du régime. Le PRI a toujours tiré sa légitimité des urnes, par le biais d'élections régulières et non compétitives. La classe dirigeante disposait de la totalité de l'appareil d'État et d'un maillage dense de la société pour garantir des résultats électoraux ne remettant pas en cause son hégémonie. L'existence de l'IFE contraint aujourd'hui le PRI à participer à une vraie compétition. Après les élections de juillet 1997, des voix se sont élevées pour remettre en cause cette institution et son coût excessif. L'IFE n'a, pour autant, probablement pas grand chose à redouter. La légitimité qu'il a acquise en organisant des élections pour la première fois non contestées fait qu'aucun pouvoir ne pourra facilement le remettre en cause. N'a-t-il pas rendu aux citoyens leur pouvoir premier, celui du vote ?

La fin de l'hégémonie du PRI

Les élections de juillet 1997 ont connu un taux de participation de 57,8 %, plus faible qu'en 1994 (75,9 %) mais supérieur à celui de 1988 (50,7 %). Si, en chiffres absolus, on observe un nombre moins élevé de votants en 1997 qu'en 1994 (29,2 millions contre 35,5 millions), le taux de participation montre que les citoyens n'ont pas boudé une élection pour la première fois vraiment disputée [Cf. l'article de Guadalupe Pacheco, " La competencia electoral y el sistema de partidos en 1997 ", *El Cotidiano*, n° 85, *op. cit.*, pp. 28-35.]. Trois enseignements majeurs sont à tirer de ce scrutin : les électeurs n'ont plus peur de l'alternance, un double bipartisme s'installe sur l'ensemble du territoire, le PRI conserve la première place mais est contraint de composer avec

les autres partis.

La fin de la crainte de l'alternance a été manifeste dans le recul général du PRI, qui perd près de 5,5 millions de voix et plus de 11 points par rapport à 1994. Il passe de 50,18 % des suffrages à 38,5 %. Pour la première fois, il n'obtient pas la majorité absolue... et le reconnaît. L'opposition continue à progresser, surtout dans les régions les plus peuplées et souvent les plus riches. Le PAN, qui perd lui aussi des voix (un peu plus de 1 million), mais remporte néanmoins deux nouveaux États, le Nuevo Leon et le Queretaro, tout en stabilisant (26,6 %) sa forte progression de 1994. Il gouverne désormais six États, cinq capitales d'État, les douze plus grandes villes du Mexique hormis la capitale. C. Cárdenas remporte une victoire éclatante dans la ville de Mexico, ce qui permet au PRD de faire une progression spectaculaire dans les résultats globaux. Avec un gain de deux millions de voix et de près de 9 points, il devient le premier parti d'opposition à la Chambre (en pourcentage, il arrive cependant après le PAN : respectivement 25,8 % et 26,9 %).

Ensemble, l'opposition de droite et de gauche sont donc majoritaires, mais le PRI demeure nettement le premier parti sur l'échiquier politique. L'électorat du PAN est stable. En 1991 comme en 1997, ce parti retrouve son score de l'élection présidentielle précédente, alors que, dans l'un et l'autre cas, le candidat qui avait porté ses couleurs n'est plus à la tête du parti. L'électorat du PRD, en revanche, apparaît plus volatil, avec de fortes variations d'un scrutin à l'autre. Enfin, le pourcentage d'électeurs choisissant d'autres formations demeure faible, en dépit d'une législation et d'un mode de scrutin qui auraient pu entraîner un émiettement des forces politiques. Les petits partis d'antan (Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM), Parti populaire socialiste (PPS), Parti socialiste des travailleurs (PST)) ont disparu, d'autres (PT, PVEM) sont apparus, sans que la configuration tripartite qui se dessine au niveau national depuis 1988 en soit altérée. Les résultats en sièges reflètent cette évolution [Les tableaux ne présenteront désormais que les résultats de 1994 et 1997. Ceux de 1988 sont en effet difficilement comparables avec ceux qui ont suivi. Les résultats du PRI étaient entachés de fraude. Ceux du Front démocratique national (FDN), qui appuyait la candidature de C. Cárdenas à la présidence, ne peuvent être comparés à ceux du PRD. Cette coalition de partis a en effet éclaté peu après la présidentielle. Ce n'est qu'en 1991 que le PRD s'est présenté pour la première fois à des élections qui ont vu une récupération importante et éphémère du PRI. Cf. les résultats de ces élections in Georges Couffignal, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 15, 1994, *op. cit.*, pp. 16-17.] : l'opposition totalise 261 sièges contre 239 au PRI, mais celui-ci devance de 114 sièges le PRD et de 118 sièges le PAN. Il faut d'ailleurs noter que la perte de majorité du PRI est très directement liée à l'introduction des députés élus à la proportionnelle. En effet, les résultats du " vote direct " (les 300 députés élus au scrutin majoritaire à un tour) donnent une majorité absolue au PRI (165 sièges, contre 70 pour le PRD, 65 pour le PAN et 1 pour le PT).

Si le PRI perd la majorité absolue à la Chambre des députés, en revanche, il la conserve au Sénat, en dépit d'un score médiocre (13 sièges sur les 32 en compétition, tous pourvus à la proportionnelle). Il conserve en effet 77 des 128 sièges, un nombre suffisant pour légiférer mais qui n'atteint pas la majorité qualifiée de deux tiers des sièges pour pouvoir modifier la Constitution. Le président ne pourra donc plus, comme autrefois, faire passer ses projets majeurs en recourant à des réformes constitutionnelles votées par des chambres dociles [Cf. Francisco Gil Villegas, " Cambio constitucional en México durante el sexenio de Salinas de Gortari ", *Foro internacional XXXVI* (143-144), janv.-juin 1996, 158-187.]. Cela est particulièrement important pour les projets de privatisation du secteur pétrolier, qui appartient constitutionnellement au secteur public.

La formule politique qui se dessine au niveau national est donc tripartite. Cependant, l'analyse

des résultats État par État montre que ce schéma ne se reproduit pas au niveau local. D'un État à l'autre, les cas de figure sont très variables.

L'émergence d'un double bipartisme face à une capitale monocolor

Une carte politique tout à fait originale se dessine à l'issue des élections de juillet. Certains États (nord, centre) connaissent un bipartisme PRI-PAN, d'autres (centre, sud) un bipartisme PRI-PRD. Ce phénomène, très net dans les assemblées locales, se lit aussi dans l'origine géographique des députés fédéraux de majorité relative. Cinq États seulement (Guanajuato, Mexico, Sinaloa, Sonora, Vera Cruz) élisent des députés des trois principaux partis. Tous les autres ne désignent des représentants que de deux partis, PRI et PAN ou PRI et PRD. Le District fédéral se distingue, avec un bipartisme PRD-PAN qui est quasiment un monopartisme : 29 sièges pour le PRD, 1 pour le PAN.

Le PAN arrive en tête dans six États (Basse-Californie, Colima, Guanajuato, Jalisco, Nuevo Leon, Queretaro) et a moins de 5 % d'écart avec le PRI dans deux autres (Aguascalientes, Chihuahua). Au total, ces huit États fournissent 47 des 65 députés PAN de majorité relative, contre 21 (sur 165) pour le PRI. Le PRD arrive en tête dans deux États (Michoacan et Morelos) et dans le District fédéral. Il a moins de 5 % d'écart avec le PRI dans les États de Guerrero et de Mexico. Ces cinq entités fournissent 61 des 70 députés de majorité relative du PRD, contre 26 pour le PRI. Enfin, ce dernier parti n'a aucun élu dans le District fédéral, mais gagne tous les sièges dans neuf États, dont ceux de Oaxaca, Puebla, Tabasco, là où des gouverneurs actifs ont maintenu les formes traditionnelles du savoir-faire politique priiste. Ces “ dinosaures ” font aujourd'hui entendre leur voix dans le débat ouvert au sein du PRI à l'issue de son échec électoral. Le double bipartisme actuel montre un électorat sensiblement différent pour les deux principaux partis d'opposition. Le PAN recrute plutôt en milieu urbain et dans des régions économiquement dynamiques, en particulier dans un nord tourné vers les États-Unis. Le PRD trouve son électorat principalement dans l'agglomération de Mexico et dans un centre et un sud souvent arriérés. Enfin, le PRI est le seul parti ayant un électorat pluriclassiste réparti sur l'ensemble du territoire. Pour combien de temps ? La question se pose au vu des résultats dans la ville de Mexico.

La capitale se distingue du reste du pays par l'ampleur de la défaite du PRI (moins de 25 % des suffrages). Le grand vainqueur est C. Cárdenas, candidat du PRD au poste de “ chef du gouvernement du District fédéral ” (en fait à la fois gouverneur et maire). Il est triomphalement élu avec 48,09 % des voix contre respectivement 25,60 % et 15,58 % aux candidats du PRI et du PAN. Sa victoire était prévue de longue date par les instituts de sondage (à la présidentielle de 1988, le District fédéral lui avait déjà donné la majorité). Mais l'ampleur de son score surprend. En dépit de son peu de charisme et du flou de son programme, il rallie tous ceux qui souhaitent un changement. Le PRD saura-t-il capitaliser cette victoire ?

La victoire de C. Cárdenas est d'abord celle d'un homme portant un nom mythique, et qui n'a jamais cessé, depuis 1988, de s'opposer au pouvoir priiste. Cette image d'opposant a résisté à toutes les tentatives de déstabilisation dont il a été l'objet durant la période préélectorale (critique de sa gestion du Michoacan lorsqu'il en était gouverneur, révélations sur sa fortune, accusations de corruption, etc.). Contrairement à une opinion courante, il ne canalise pas seulement les attentes des nostalgiques de l'État-providence. Les enquêtes montrent qu'il est particulièrement populaire auprès des jeunes, dans toutes les couches sociales. Il y a un “ phénomène Cárdenas ”, indubitablement lié, au moment où le rejet de C. Salinas était particulièrement important, à son image d'opposition constante à l'ancien président.

Si C. Cárdenas réussit dans sa gestion de la ville de Mexico et résout en particulier les problèmes

de transport en commun et de sécurité, il sera un candidat redoutable pour les présidentielles de l'an 2000. Pour la sécurité, E. Zedillo a annoncé qu'il nommerait le procureur et le chef de la police que C. Cárdenas lui proposerait. C'est un peu un piège : en moins de trois ans, est-il possible de construire un corps de police efficace et non corrompu ? De plus, pour résoudre les immenses problèmes urbains de la capitale, C. Cárdenas a besoin des fonds fédéraux. La province PAN-PRI ne risque-t-elle pas de jouer contre le District fédéral, sachant que le PAN réclame depuis longtemps, avec l'appui du PRD, un rééquilibrage des ressources publiques en faveur de la province ? E. Zedillo pourrait aisément jouer sur ces contradictions. Enfin, le nouveau maire aura besoin d'un parti soudé derrière lui. Or, le PRD demeure une nébuleuse d'individualités d'origines diverses. Les nouveaux élus du District fédéral sont, dans leur grande majorité, issus des mouvements sociaux et associatifs indépendants. Ils n'ont aucune expérience politique. Comment se comporteront-ils à l'épreuve de la gestion ? A peine élu, C. Cárdenas a pris ses distances avec son parti et a nommé son cabinet de manière totalement indépendante. Il s'est situé d'emblée dans la course pour la prochaine présidentielle. Quel temps consacrera-t-il à la ville de Mexico ?

Changement de régime et incertitudes politiques

Le séisme des élections de juillet 1997 n'a pas encore produit tous ses effets. Le régime politique mexicain est passé brutalement d'un système caractérisé par l'autocratie du président et la toute-puissance du parti-État à un système où le pouvoir est partagé et où toute décision doit être négociée. L'exécutif n'avait quasiment aucun contre-pouvoir en face de lui. Le législatif est désormais appelé à jouer un rôle de contrepoids réel. A terme, cette situation devrait permettre au pouvoir judiciaire d'acquérir une marge d'autonomie. L'exécutif en sera-t-il affaibli, au moment où il doit faire front à la pénétration du “ narcopouvoir ” dans toutes les structures politiques et économiques, au moment où le problème de la violence politique et des guérillas est loin d'être réglé ? Le rééquilibrage des pouvoirs donnera-t-il plus de force aux décisions de l'exécutif ou le paralysera-t-il ?

La Chambre des députés est le premier lieu où le changement se manifeste. Le PRI manifestant une réticence à accepter de nouvelles règles du jeu pour la répartition des postes dans les instances de la Chambre (présidence, commissions, etc.), une alliance PRD-PAN, menée par P. Muñoz Ledo, les lui impose. Ce dernier a été désigné pour répondre – fait nouveau dans la vie politique mexicaine – au traditionnel discours du président devant le Parlement, le 1^{er} septembre. Le travail législatif s'annonce intense et animé. Les textes de l'exécutif sont discutés, amendés, les parlementaires redécouvrent l'initiative des lois, le débat sur le budget 1998 s'annonce difficile. Les députés du PRI, pour la première fois dans l'histoire de ce parti, doivent apprendre à négocier avec l'opposition.

La perspective d'avoir à négocier avec la Chambre ne semble d'ailleurs pas préoccuper outre mesure le président. Il n'a cessé, avant les élections, d'en appeler à la démocratie et il a salué avec beaucoup de *fair-play* la victoire de l'opposition. Mais il aura fort à faire avec son propre parti, qui ne lui pardonne ni ses propos sur la “ saine distance ” à maintenir entre le PRI et le pouvoir ni la sérénité avec laquelle il a accepté le revers électoral.

Quelle sera l'évolution du parti dominant ? La crise, latente depuis de nombreuses années, a éclaté au grand jour. Les rivalités sont avivées entre les différentes clientèles et factions internes au PRI. Le “ club des gouverneurs ” qui ont su conserver leurs États dans le giron du PRI pèse lourd. Un “ groupe Galileo ” s'est constitué au Sénat pour regrouper les parlementaires qui refusent la soumission systématique à la ligne imposée par le parti et la présidence. Ils

revendiquent le droit à la critique et à la liberté d'expression, dans la perspective évidente de la désignation du futur candidat à la présidence. Le risque de balkanisation du PRI est réel. Le vrai ciment de l'unité du parti était l'exercice du pouvoir et les sources de revenus que celui-ci procurait. C'était un conglomerat complexe de pouvoirs régionaux et sectoriels. Les pouvoirs régionaux se renforcent, les organisations corporatistes sont affaiblies mais sont loin d'être exsangues, le pouvoir d'État s'éloigne. Comment maintenir l'unité d'un parti quand son "chef naturel" n'en fait pas son objectif majeur ? Le conglomerat peut perdurer mais il peut aussi imploser. Comment, par ailleurs, vont se comporter les fonctionnaires de l'immense appareil d'État, traditionnellement au service du PRI ? Il semble que la majorité des 20 000 employés du District fédéral a décidé de faire preuve de loyauté envers le nouveau pouvoir, et que beaucoup ont adhéré au PRD... Est-ce un signe annonciateur ?

Quelle sera par ailleurs l'évolution d'un PRD tricéphale, avec deux candidats potentiels pour les futures élections présidentielles, C. Cárdenas et P. Muñoz Ledo ? Le premier, titre en couverture *Newsweek* [9 juillet 1997.], est désormais le deuxième personnage le plus puissant du Mexique. Le second s'est affirmé comme le véritable chef de l'opposition parlementaire et le principal artisan du changement de régime. Le troisième, Manuel López Obrador, est le chef du parti et tient les troupes. Tous trois n'ont pas toujours le même discours, particulièrement en matière économique. Ces trois personnalités – qui viennent toutes du PRI – expriment des tendances assez différentes de l'électorat PRD : le militantisme de terrain et les organisations de base pour M. López Obrador [Porfirio Muñoz Ledo a une formule assez juste pour qualifier l'évolution qu'a connue la société mexicaine. Le Mexique serait passé d'un corporatisme de travailleurs à un corporatisme de consommateurs. Cette formule, inventée pour expliquer le succès politique du programme Pronasol, pourrait s'appliquer à l'analyse du succès du PRD dans la ville de Mexico. Le PRD, n'arrivant pas à percer dans des milieux syndicaux contrôlés par le PRI, s'est investi dans les mouvements associatifs urbains.], le néopopulisme pour C. Cárdenas, le brio et le savoir-faire politique pour P. Muñoz Ledo. Comme le PRI, le PRD apparaît donc comme un conglomerat difficile à cerner. Nombre de ceux qui ont voté pour lui en 1997 ne se reconnaissent pourtant pas dans un parti dont l'image globale est plutôt passéiste. Il n'est pas à exclure que de nouvelles formations politiques voient le jour. L'électorat PRD n'est pas très stable. Comment se déterminera-t-il en 2000 ?

Le PAN est probablement le parti où les incertitudes sont les moins grandes. Il s'est présenté à ces élections sans *leader*, après que Diego Fernandez de Ceballo, excellent candidat à la présidentielle de 1994, a été déstabilisé par une obscure affaire de terrains concédés par C. Salinas. Son candidat à la mairie de Mexico s'est révélé mauvais et a obtenu un score très faible. Il n'en a pas moins conforté, au plan national, ses résultats de 1994, gagnant encore deux postes de gouverneur. Ce parti de cadres, dont la doctrine est très floue et qui ne cherche pas à s'implanter dans les organisations sociales, s'enracine de plus en plus dans une portion non négligeable du territoire national. Pourtant, les responsables du PAN – parfois eux aussi d'anciens déçus du PRI – sont loin d'être sur des positions homogènes [Par exemple, Vicente Fox, gouverneur de l'État de Guanajuato et candidat déclaré pour la présidentielle de l'an 2000, cherchant à développer une image plutôt moderniste, n'a pas grand-chose en commun avec le très réactionnaire Castillo Peraza qui, sans pour autant faire fi des ressources du populisme lors de la campagne, a porté les couleurs du parti dans la ville de Mexico.]. Deux principes paraissent cependant communs à tous les dirigeants du parti : la volonté de démocratiser le régime, qui les amène à nouer des alliances avec le PRD, et le libéralisme économique, qui les conduit à soutenir la politique économique menée depuis M. de la Madrid.

PRI, PAN, PRD, trois partis à la doctrine incertaine dans laquelle se reconnaît néanmoins la très

grande majorité des électeurs. Ces partis s'apparentent aujourd'hui plus à des machines électorales sur le modèle nord-américain qu'à des partis structurés sur le modèle européen. Les procédures de primaires adoptées par le PAN et le PRD [“ Amérique Latine : crise des partis et remise en cause des procédures de désignations des candidats aux élections présidentielles ”, *Cahiers des Amériques latines*, n° 19, 1995, premier semestre.] pour désigner leurs candidats aux élections, et qui pourraient d'ailleurs bien être introduites au sein du PRI pour la prochaine élection présidentielle, sont directement inspirées des pratiques ayant cours aux États-Unis. Pourtant, les partis mexicains n'ont pas de relations suivies avec leurs homologues de l'ALENA. Le PRD et le PRI se veulent proches de leurs homologues de l'Internationale socialiste (en tant que membre pour le premier et observateur pour le second). Ils ont des relations suivies avec divers partis d'Amérique latine, à travers la Confédération des partis politiques d'Amérique latine (COPPAL) pour le PRI ou le Forum de São Paulo (réunion d'une vingtaine de formations de gauche d'Amérique latine) pour le PRD. On retrouve dans ces relations (ou absence de relations) toute l'ambivalence du Mexique. La raison économique et politique est surtout au nord, mais le cœur est souvent en Europe ou en Amérique latine.

Où va le Mexique ?

Tous les observateurs se perdent aujourd'hui en conjectures : que se passera-t-il en l'an 2000 ? Victoire du PRI ? Du PRD ? Du PAN ? Avec quels résultats au Parlement ? Une seule chose est certaine, l'ère des majorités écrasantes est bien révolue. Le Mexique est entré dans la normalité des systèmes démocratiques, où l'exécutif doit œuvrer en présence de divers contre-pouvoirs. Les Mexicains sont mûrs pour l'alternance ; mais ils pourraient tout aussi bien continuer sous la houlette d'un PRI rénové. A bien des égards, leurs attitudes politiques actuelles s'apparentent à celles des Espagnols au lendemain de la mort de Franco. En 1975, tous se demandaient où irait le pays en passant brutalement d'une culture autoritaire à des pratiques démocratiques. La transition se fit sans heurts [Avec cependant la tentative de coup d'État du lieutenant-colonel Tejero, le 19 février 1981.] majeurs car le pays était prêt au changement. Les mutations à l'œuvre à l'intérieur du système franquiste au cours des quinze années précédant la mort du *caudillo* avaient forgé une culture politique ouverte à la démocratie.

Un signe évident du changement de culture au Mexique est la manière inédite avec laquelle les opérateurs des marchés ont accueilli la défaite du PRI et l'avancée du PRD. La semaine qui a suivi les élections, 800 millions de dollars sont entrés dans le pays et l'indice de la Bourse a battu tous ses records historiques [*El Financiero*, 14 juillet 1997.]. A l'évidence, en dépit des propos alarmistes des responsables du patronat et du secteur bancaire, en cas de victoire de l'opposition, les capitaux nationaux et étrangers ne voient pas d'un mauvais œil le fait que réformes économiques et réformes politiques puissent désormais se faire en interaction, sans complication excessive. De la même manière, Bill Clinton a salué avec bienveillance les résultats, et son administration a affirmé être tout à fait disposée à travailler avec un pouvoir partagé.

La réponse à la question de l'alternance perd donc en grande partie de son poids symbolique. Quel que soit le vainqueur des élections, celui-ci devra nécessairement gouverner avec des contre-pouvoirs multiformes : partis, mouvements sociaux, pouvoirs régionaux, organisations corporatistes, opinion publique, etc. Ajoutons qu'il ne faudrait pas trop vite enterrer le PRI. Son implantation géographique et sociale demeure importante. De plus, la formule politique actuelle, si elle se maintient, laisse de grandes marges de manœuvre au président. Un “ scénario à l'italienne ” n'est pas à exclure, celui qui permit à la Démocratie chrétienne (DC), parti dominant la scène politique de la péninsule, de gouverner de la fin de la Seconde Guerre jusqu'au milieu des années 1980 en constituant des coalitions temporaires. Comme la DC en Italie, le PRI occupe

le centre de l'échiquier politique et devance de loin les autres partis. Il peut tout à fait nouer des alliances programmatiques de durée limitée, tantôt à sa droite, tantôt à sa gauche. C'est un peu ce qui s'observe depuis 1988. C. Salinas privilégiait le dialogue avec le PAN, E. Zedillo a de bons rapports avec le PRD...

Pour le Mexique, la vraie question est celle de la gouvernabilité d'une société désormais rongée par le narcotrafic dans toutes ses strates, avec un pouvoir exécutif que tous croyaient fort alors qu'il n'était qu'autoritaire, avec une administration et une police souvent corrompues. Mais cette question de la gouvernabilité n'est, hélas, pas une spécificité mexicaine.